|  |
| --- |
| Rennes Métropole • Ville de Rennes |
| Guide simplifié de la commande publique |
| Comment choisir la bonne procédure et la publicité adéquate |
| Septembre 2023 – Direction des Finances et de la commande publique |

1

Sommaire

[Comment déterminer la procédure applicable ? 3](#_Toc145002940)

* [Les procédures de passation déterminées en fonction de l'estimation de son besoin *(article L.2124-1)* 3](#_Toc145002941)
* [Les procédures de passation déterminées quant à leur objet 3](#_Toc145002942)

[Les situations dérogatoires permettant un marché négocié de gré à gré 4](#_Toc145002943)

[Quelles mesures de publicité adéquates ? 4](#_Toc145002944)

* [Quels sont les documents de la publicité ? 4](#_Toc145002945)
* [Quel est le contenu obligatoire de l'avis de publicité ? 4](#_Toc145002946)
* [Quels sont les délais de consultation ? 5](#_Toc145002947)
* [Quels sont les différents supports de publicité ? 5](#_Toc145002948)

[Quelles sont les modalités du déroulement de la consultation ? 5](#_Toc145002949)

* [Mise à disposition du DCE *(article 2132-1 à 6)* 5](#_Toc145002950)
* [Modifications en cours de consultation 5](#_Toc145002951)
* [Communications électroniques 5](#_Toc145002952)

[Comment déterminer la procédure applicable 5](#_Toc145002953)

* [Les procédures de passation déterminées en fonction de l'estimation du besoin 5](#_Toc145002954)
* [Les procédures de passation déterminées en fonction de l'objet du marché 8](#_Toc145002955)

[Les situations dérogatoires permettant un marché sans publicité ni mise en concurrence. 9](#_Toc145002956)

* [L'urgence impérieuse 9](#_Toc145002957)
* [L'absence ou l'irrecevabilité 9](#_Toc145002958)
* [Raisons artistiques, techniques ou tenant à la protection de droits d'exclusivité 9](#_Toc145002959)
* [Marchés de fournitures complémentaires 10](#_Toc145002960)
* [Fourniture à des conditions particulièrement avantageuses 10](#_Toc145002961)
* [Lauréats de concours 10](#_Toc145002962)
* [Prestations similaires de services ou de travaux 10](#_Toc145002963)
* [Marchés inférieurs au seuil de 40 000 € HT 10](#_Toc145002964)
* [Marchés de fournitures de livres non scolaires inférieurs à 90 000 € HT 11](#_Toc145002965)
* [Marchés conclus à des fins de R&D 11](#_Toc145002966)

[Quelles mesures de publicité adéquates ? 11](#_Toc145002967)

* [Quels sont les documents de la publicité ? 11](#_Toc145002968)
* [Quel est le contenu obligatoire de l'avis de publicité ? 13](#_Toc145002969)
* [Quels sont les délais de consultation ? 13](#_Toc145002970)
* [Quels sont les différents supports de publicité ? 14](#_Toc145002971)

[Pouvoir adjudicateur 16](#_Toc145002972)

[Entité adjudicatrice 17](#_Toc145002973)

[Quelles sont les modalités du déroulement de la consultation ? 18](#_Toc145002974)

* [Mise à disposition du DCE *(article R.2132-2)* 18](#_Toc145002975)
* [Modifications en cours de consultation 18](#_Toc145002976)
* [Communications électroniques 18](#_Toc145002977)

[Informations 20](#_Toc145002978)

# Comment déterminer la procédure applicable ?

## Les procédures de passation déterminées en fonction de l'estimation de son besoin ([article L.2124-1](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037703551))

### La notion de la valeur estimée du besoin

#### Pour les fournitures et services [(article R.2121-6 et 7)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000037701019/LEGISCTA000037723800/#LEGISCTA000037730901)

#### Pour les travaux [(article R.2121-5)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000037701019/LEGISCTA000037723800/#LEGISCTA000037730901)

### Le calcul de la valeur estimée du besoin

### La portée de la valeur estimée du besoin :

### Les seuils

### Mon besoin se situe sous les seuils :

#### Procédure MAPA [(articles R.2123-1 et suivants)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043316424)

#### Procédure de gré à gré (articles R.2122-1 et suivants)

### Mon besoin est au-dessus des seuils :

#### Les procédures formalisées (articles R.2124-1 et suivants)

### Appel d'offre : ouvert et restreint

### Procédure avec négociation

### Dialogue compétitif

### Marché négocié (entités adjudicatrices)

## Les procédures de passation déterminées quant à leur objet

### Les marchés de services sociaux et de services spécifiques (article R.2123-1 3¨° et R.2123-2)

### Les marchés de services de prestations juridiques

# Les situations dérogatoires permettant un marché négocié de gré à gré

### L'urgence impérieuse ([article R.2122-1](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037730883/))

### L'absence ou l'irrecevabilité [(article R.2122-2)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043316428)

### Raisons techniques, artistiques ou tenant à la protection de droits d'exclusivité (article R.2122-3)

### Livraisons complémentaires de fournitures [(article R.2122-4)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037730877)

### Fourniture à des conditions particulièrement avantageuses lors de cessation d'activité [(article R.2122-5)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037730875)

### Lauréats de concours [(article R.2122-6)](%28article%20R.2122-6%29)

### Prestations similaires de services ou de travaux [(article R.2122-7)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037730871)

### Marchés inférieurs au seuil de 40 000 € HT [(article R.2122-8)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000039500669)

### Marchés de fournitures de livres non scolaires inférieurs à 90 000€ HT [(article R.2122-9)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037730867)

### Marchés de travaux, fournitures ou services innovants [(article R.2122-9-1)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000044490444)

### Fourniture de produits à des fins de R&D (PA) [(article R.2122-10)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000039345174)

### Fourniture à des conditions avantageuses (entités adjudicatrices) [(article R.2122-11)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037730861)

# Quelles mesures de publicité adéquates ?

## Quels sont les documents de la publicité ?

### Avis d'appel public à la concurrence

#### Les avis de marchés en procédure adaptée [(articles R.2131-12 et 13)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000037701019/LEGISCTA000037723928/)

#### Les avis de marché en procédures formalisées [(articles R.2131-16 et 17)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037730757/)

### Avis de pré-information [(article R.2131-1 et suivants)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000044194955)

## Quel est le contenu obligatoire de l'avis de publicité ?

## Quels sont les délais de consultation ?

## Quels sont les différents supports de publicité ?

### La publicité adaptée

### La publicité nationale

### La publicité communautaire

### Communications électroniques

# Quelles sont les modalités du déroulement de la consultation ?

## Mise à disposition du DCE (article 2132-1 à 6)

## Modifications en cours de consultation

## Communications électroniques

# Comment déterminer la procédure applicable

## Les procédures de passation déterminées en fonction de l'estimation du besoin

### La notion de valeur estimée du besoin

#### Pour les fournitures et les services :

Il faut procéder à une estimation de la valeur totale des fournitures ou des services qui peuvent être considérés comme homogènes en raison de leurs caractéristiques propres ou parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle (qui concourent à un même objet)

#### Pour les travaux :

Dans le cadre d'une opération de travaux, il convient de de prendre en compte la valeur globale du montant estimé pour l'exécution des travaux qui peuvent se rapporter à **un ouvrage,** résultat d'un ensemble de travaux de bâtiment ou de génie civil

Sans préjudice de la notion d'opération de travaux, les travaux sont désormais classés en liste d'activité par avis publié au journal officiel

### Le calcul de la valeur estimée du besoin

 L'assiette de la valeur estimée est constituée du montant total hors taxe du marché (alloti ou non) à conclure, y compris les options, reconductions et primes éventuelles.

Pour les travaux, il y a lieu également d'inclure la valeur estimée des fournitures et services mis à disposition des entreprises pour l'exécution des travaux (exemple : location d'Algeco)

Pour les fournitures et services correspondant à des besoins récurrents, la valeur estimée est fonction soit des dépenses réalisées lors des 12 derniers mois, soit de la projection des dépenses sur les 12 prochains mois, avec un calage possible sur les exercices budgétaires.

Pour les accords-cadres, c'est la valeur maximale qui est à prendre en compte étant précisé que les accords-cadres sans montant maximum sont par définition considéré comme dépassant les seuils de procédure européenne quel que soit par ailleurs le niveau de dépense estimé.

Pour les partenariats d'innovation, la valeur estimée couvre l'ensemble des dépenses de recherche et de développement en plus des fournitures, services ou travaux innovants objet du marché.

Qu'est-ce que le caractère homogène ?

Se référer à la NOMENCLATURE ACHAT commune à RM et VDR.

Qu'est-ce qu'une unité fonctionnelle ?

EXEMPLE : L'organisation d'un "banquet lambda" comprend plusieurs familles de la nomenclature achat (traiteur, location de stand/ mobilier, personnel de service, …). L'ensemble de ces fournitures et prestations sont à prendre en compte pour calculer la valeur estimée du besoin au sein de l'unité fonctionnelle "banquet lambda".

Toutefois, si les besoins concernés sont déjà pourvus par des marchés transversaux identifiés dans la nomenclature achats il n'y a pas besoin de les intégrer dans le calcul précité.

Qu'est-ce qu'une opération de travaux ?

Elle est définie par la mise en œuvre, « dans une période de temps et un périmètre limités, d’un ensemble de travaux caractérisé par son unité fonctionnelle, technique ou économique ».

Quelles sont les activités de travaux ?

Se référer à l'avis publié au journal officiel du 25 mars 2019.

Que sont les unités opérationnelles distinctes ?

Elles se distinguent des directions opérationnelles par le degré d'autonomie qui leur sont conférées. Par exemple, la régie autonome de l'assainissement répond à cette condition lui permettant de se dispenser des règles de cumul avec les autres directions opérationnelles pour l'ensemble de ses besoins y compris transversaux.

Dans le cadre de la Métropole, l'individualisation territoriale des besoins pourrait avoir le même à condition d'organiser et d'acter préalablement leur caractère autonome.

### La portée de la valeur estimée du besoin

La date de référence de la valeur estimée du besoin est celle du lancement de la consultation et contrairement à la réglementation applicable aux concessions, cette valeur n'est assortie d'aucune tolérance.

Il en résulte que la valeur estimée au moment du lancement de la consultation est présumée sincère et véritable.

Le caractère présumé d'une estimation sincère et véritable associé à l'obligation d'annoncer les valeurs estimées des lots dans les avis d'appel public à la concurrence a assurément des conséquences sur l'analyse des offres.

Ainsi, une valeur estimée trop large ne pourra pas être revue à la baisse sans auparavant déclencher la procédure relative aux offres anormalement basses.

 De même, une valeur estimée trop faible peut être de nature à provoquer la relance de la consultation sauf à justifier d'éléments nouveaux pendant la consultation venant étayer le caractère sincère et véritable de la valeur estimée retenue.

### Les seuils

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Pouvoir adjudicateur** | **Entité adjudicatrice** |
| Marché négocié de gré à gré | < 40 000 € HT |  |
| Marché formalisé de fournitures et services  | < 215 000 € HT | < 431 000 € HT |
| Marché formalisé de travaux  | < 5 382 000 € HT |  |

### Le calcul de la valeur estimée se situe en dessous des seuils

#### Procédure MAPA

Voir la guide spécifique MAPA

#### Marché sans publicité ni mise en concurrence inférieur à 40 000 € HT

Si **le calcul de la valeur estimée** est inférieur à 40 000 € HT, il est possible de conclure un marché de gré à gré avec **un** opérateur économique sous la réserve évidente de la bonne utilisation des deniers publics et de prendre soin, en cas de renouvellement, à ne pas contracter systématiquement avec ce même opérateur économique.

Un marché de gré à gré est également possible s'il est justifié qu'une mise en concurrence serait manifestement inutile du fait du faible degré de concurrence eu égard à l'objet du marché.

Il ne s'agit pas d'une procédure MAPA mais d'un marché sans publicité ni mise en concurrence. Ainsi, la consultation de plusieurs devis pour un marché d'une valeur estimée inférieure à 40000 € HT relève de la procédure MAPA et non du marché de gré à gré.

### Le calcul de la valeur estimée atteint le niveau des seuils.

Une des procédures formalisées prévue par l'ordonnance doit être mise en œuvre

#### Les procédures formalisées

1. Appel d'offres ouvert Voir la fiche correspondante
2. Appel d'offres restreint Voir la fiche correspondante
3. Procédure avec négociation Voir la fiche correspondante
4. Dialogue compétitif Voir la fiche correspondante
5. Marché négocié (entités adjudicatrices) Voir la fiche correspondante

#### Le cas spécifique du concours de maîtrise d'œuvre

Le concours permet, après mise en concurrence et avis d'un jury, de choisir un plan ou un projet avant d'attribuer à l'un des lauréats du concours un marché. Il ne s'agit pas d'une procédure définie comme telle mais d'une méthode de sélection qui est doit être privilégiée pour l'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre. Voir la fiche correspondante

## Les procédures de passation déterminées en fonction de l'objet du marché

### Les marchés de services sociaux et de services spécifiques

Les services sociaux et services spécifiques bénéficiant d’un régime dérogatoire font l'objet d'une liste fixée par [avis publié au journal officiel](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038319254/).

Par dérogation, la procédure de passation pour ces services relève de la procédure MAPA.

Toutefois, lorsque la valeur estimée est supérieure à 750 000 € HT *(1M € pour les entités adjudicatrices)*, une publicité au JOUE est obligatoire.

S'agissant de services sociaux ou spécifiques, l'éventail des critères de jugement des offres est élargi notamment à la qualité, la continuité, l'accessibilité, le caractère abordable, la disponibilité et l'exhaustivité des services, les besoins spécifiques des différentes catégories d'utilisateurs, y compris des catégories défavorisées et vulnérables, la participation et l'implication des utilisateurs, ainsi que l'innovation.

# Les situations dérogatoires permettant un marché sans publicité ni mise en concurrence.

Les marchés sans publicité ni mise en concurrence ou **marchés de gré à gré** peuvent être conclus dans des situations limitativement énumérées et donc d'interprétation stricte.

## L'urgence impérieuse

Pour les besoins urgents rendus nécessaires à la suite de circonstances imprévisibles, extérieures aux parties, pour lesquels **le respect des délais de procédures est incompatible avec le caractère urgent de la satisfaction du besoin**. En cas de catastrophe technologique ou naturelle, cette incompatibilité devra être vérifiée pour justifier de l'urgence impérieuse.

## L'absence ou l'irrecevabilité

* En cas d'absence de candidature,
* En cas de candidatures toutes irrecevables, y compris les cas d'interdictions de soumissionner demandées au seul attributaire,
* En cas d'absence d'offres,
* En cas d'offres toutes inappropriées (réponse sans rapport avec l'objet de la consultation),

**Il n'est pas possible de recourir à un marché de gré à gré après :**

* Une procédure avec négociation
* Une procédure de dialogue compétitif lancée par un pouvoir adjudicateur.

Dans ces 2 cas, une nouvelle consultation doit être relancée.

De même, une nouvelle consultation doit également être relancée si les conditions initiales nécessitent d'être substantiellement modifiées.

À noter qu'en cas d'offres toutes irrégulières ou inacceptables, il n'est pas possible de recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence.

## Raisons artistiques, techniques ou tenant à la protection de droits d'exclusivité

Choix d'un opérateur économique déterminé pour :

* la création d'une œuvre d'art unique ou la création d'une performance artistique unique ou l'acquisition d'une œuvre d'art existante ou l'acquisition d'une performance artistique unique.
* des raisons techniques justifiées ou tenant à la protection de droits d'exclusivité, en l'absence de solution alternative et de restriction artificielle des caractéristiques du marché.

## Marchés de fournitures complémentaires

Livraisons destinées au renouvellement partiel ou à l'extension de fournitures et d'installation si le changement de fournisseur entraîne des difficultés d'incompatibilité, ou des difficultés techniques d'utilisation ou d'entretien disproportionnées. La durée de ce marché sans publicité ni mise en concurrence ne peut excéder 3 ans.

Achat de matières premières cotées et achetées en bourse

## Fourniture à des conditions particulièrement avantageuses

Pour les pouvoirs adjudicateurs, uniquement auprès d'opérateurs économiques en cessation d'activité (le cas échéant après redressement ou liquidation judiciaire) si les conditions d'achat sont particulièrement avantageuses.

Pour les entités adjudicatrices, achat de fournitures à des conditions particulièrement avantageuses quel qu'en soit la cause.

## Lauréats de concours

Si plusieurs lauréats, tous sont invités à participer à la négociation.

## Prestations similaires de services ou de travaux

Si la possibilité d'un marché de prestations similaires est prévue dans le marché précédent mis en concurrence et à condition que la procédure initiale de mise en concurrence soit conforme avec le résultat du cumul de la valeur estimée du marché à conclure avec le montant initial du précédent marché.

Le marché de prestations similaires peut être conclu dans un délai de 3 ans à compter de la date de notification du marché précédent mis en concurrence.

##  Marchés inférieurs au seuil de 40 000 € HT

La dispense de procédure et de publicité pour les marchés inférieurs à 40 000 euros HT reste conditionnée aux obligations suivantes :

vérifier le bon calcul de la valeur estimée en référence avec la nomenclature achat,

veiller à choisir une offre pertinente,

respecter le principe de bonne utilisation des deniers publics, y compris la prévention des potentiels conflits d'intérêt,

ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu’il existe une pluralité d’offres potentielles susceptibles de répondre au besoin,

exiger de l’entreprise avec laquelle le marché est passé une attestation de régularité sociale auprès de l’URSSAF et une attestation de régularité fiscale auprès du Trésor Public datant de moins de 6 mois.

## Marchés de fournitures de livres non scolaires inférieurs à 90 000 € HT

Concerne les achats de livres pour les bibliothèques accueillant du public. Le seuil de 90 000 € HT est à apprécier en valeur estimée au regard de la nomenclature achat.

## Marchés conclus à des fins de R&D

* Achat de produits fabriqués uniquement à des fins de recherche, d'expérimentations, d'études ou de développement sans objectifs de rentabilité ou d'amortissement, conclus par un pouvoir adjudicateur.
* Tous marchés conclus par une entité adjudicatrice à des fins de recherche, d'expérimentation, d'études ou de développement sans objectifs de rentabilité ou d'amortissement.

# Quelles mesures de publicité adéquates ?

## Quels sont les documents de la publicité ?

Les documents relatifs à l'achèvement de la procédure sont traités dans la partie du guide qui y est consacrée. Il est question dans cette partie des documents relatifs à la consultation des opérateurs économiques.

Les avis d'appel public à la concurrence regroupent les avis de marchés qui lancent les consultations auprès des entreprises et les avis de pré-information, facultatifs, qui précédent les avis de marchés, pouvant le cas échéant être substitués par des invitations à confirmation l'intérêt.

### Avis d'appel public à la concurrence (AAPC)

#### Les avis de marché en procédure adaptée

**Si la valeur estimée est inférieure à 90 000 € HT**, le principe général de liberté de choix. En ce sens, il convient de mettre en place les mesures de publicité les plus adaptées à la passation d'un marché en fonction de ses caractéristiques, notamment le montant et la nature des travaux, des fournitures ou des services en cause.

**Si la valeur estimée est égale ou supérieure à 90 000 € HT**, la publicité doit avoir une portée nationale.

Voir le guide spécifique MAPA

#### Les avis de marché en procédure formalisée,

Les avis de marché sont obligatoirement publiés au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) et au bulletin officiel des annonces de marchés publics.

Ces avis sont réglementés au niveau européen.

La publication au JOUE doit précéder celle au BOAMP. Pour cette raison, il est impératif de passer par le BOAMP qui se charge de la publication préalable au JOUE.

**Plusieurs types d'AAPC sont disponibles** :

1. **Avis de marché** : Formulaire dédié aux AAPC des pouvoirs adjudicateurs
2. **Avis de marché Secteurs spéciaux** : Formulaire dédié aux AAPC des entités adjudicatrices
3. **Avis services sociaux et services spécifiques-marchés publics** : Formulaire multiple permettant de rédiger un AAPC pour les marchés ayant pour objet les services sociaux ou les services spécifiques d'une valeur estimée égale ou supérieure à 750 000 € HT lancé par un pouvoir adjudicateur.
4. **Avis services sociaux et services spécifiques – secteurs spéciaux** : Formulaire multiple permettant de rédiger un AAPC pour les marchés ayant pour objet les services sociaux ou les services spécifiques d'une valeur estimée égale ou supérieure à 1 000 000 € HT lancé par une entité adjudicatrice.
5. **Avis de concours** : Formulaire dédié aux AAPC relatifs aux concours dont les concours de maîtrise d'œuvre

### Avis de pré-information

1. Avis de pré information : Formulaire dédié aux pouvoirs adjudicateurs permettant d'informer en amont les opérateurs économiques du lancement d'une consultation.
2. L'intérêt d'un tel avis est double :
3. Il permet de réduire les délais de la consultation à lancer si l'avis de pré information a été envoyé dans un délai compris entre 35 jours et 12 mois avant ce lancement.
4. Il peut se transformer sous conditions en appel à manifestation d'intérêt permettant aux opérateurs économiques intéressés de manifester leur intérêt sur le profil acheteur (E-Megalis) et pour la collectivité de les solliciter directement dans le cadre d'une procédure d'appels d'offres restreint ou d'une procédure avec négociation sans avoir besoin de publier un avis de marché.
5. Avis périodique indicatif – secteurs spéciaux :
6. Formulaire dédié aux entités adjudicatrice qui diffère de l'avis de pré information sur deux points essentiels :
7. Les candidats intéressés peuvent avoir communication des spécifications techniques de l'objet du marché concerné par l'avis périodique indicatif
8. L'appel à manifester l'intérêt pour une procédure d'appel d'offres restreint ou de marché négocié ne passe pas obligatoirement par un avis publié sur le profil acheteur au contraire des spécifications techniques qui, elles sont rendues disponibles sur ce même profil acheteur (E-Megalis).
9. Avis sur un profil acheteur : Formulaire pour la publication au JOUE de l'information renvoyant à la publication d'un avis sur le profil acheteur. L'envoi au JOUE précède la publication de l'avis sur le profil acheteur qui indique cette date d'envoi.
10. Avis de système d'acquisition dynamique – secteur spéciaux : Formulaire réservé aux entités adjudicatrice qui peuvent mettre en place pendant une durée déterminée un système de présélection d'entreprises susceptibles de réaliser des prestations données.

Recueil des manifestations d'intérêt

Mise en œuvre des procédures AOR, PCAN ou MN

Renvoi à l'avis sur le profil acheteur

De 35 jours

à 12 mois

Focus sur la manifestation d'intérêt

Envoi des invitations à confirmer

## Quel est le contenu obligatoire de l'avis de publicité ?

Voir la fiche correspondante et [Voir le site SIMAP](http://simap.ted.europa.eu/web/simap/standard-forms-for-public-procurement)

## Quels sont les délais de consultation ?

|  |
| --- |
| **POUVOIR ADJUDICATEUR** |
| ***Procédures / Délais de remise*** | **Candidatures** | **offres** | **Observations** |
| **Appel d'offres ouvert** | 35 jours\* | \*15 jours si avis de pré information |
| **Appel d'offres restreint** | 30 jours\* | 30 jours\*\* | \* « Lorsqu’une situation d’urgence, dûment justifiée, rend ce délai minimal impossible à respecter », le délai de réception doit être a minima > 15 jours\*\* 10 jours si avis de pré information\*\* 25 jours en cas de transmission des offres par voie électronique\*\* 10 jours lorsqu’une situation d’urgence, dûment justifiée, rend le délai minimal impossible à respecter |
| **Procédure avec négociation** | 30 jours\* | 30 jours | \* 10 jours si avis de pré information |
| **Dialogue compétitif** | 30 jours | Délai libre |  |

|  |
| --- |
| **ENTITE ADJUDICATRICE** |
| **Procédures / Délais de remise** | **Candidatures** | **offres** | **Observations** |
| **Appel d'offres ouvert** | 35 jours | \*15 jours si avis de pré information |
| **Appel d'offres restreint** | 30 jours | 10 jours ou + |  |
| **Procédure négociée** | 30 jours | 30 jours |  |
| **Dialogue compétitif** | 30 jours | Délai libre |  |

## Quels sont les différents supports de publicité ?

### Les supports pour une publicité adaptée,

Nécessité de mettre en place les mesures de publicité les plus adaptées à la passation d'un marché en fonction de ces caractéristiques. Voir guide MAPA.

### Les supports pour une publicité nationale,

A partir d'une valeur estimée de 90 000 € HT, il y a obligation de publier au bulletin officiel d'annonces des marchés publics (BOAMP) ou dans un journal d'annonces légales.

 L'avis d'appel public à la concurrence à utiliser est le modèle national FNS.

|  |
| --- |
| **à Rennes Métropole et à la Ville de Rennes les supports Mapa sont les suivants** |
| **Seuils en € HT** | < 40 000  | 40 000 < > 90 000 | > 90 000 (nationale) |
| **Publicité** | Mise en concurrence directe (3 devis) | E-Mégalis | E-MégalisBOAMP ou JAL |

### Les supports pour une publicité européenne

La publicité doit être assurée par une publication au JOUE et au BOAMP. Les deux avis doivent contenir les mêmes renseignements.

L'avis d'appel public à la concurrence publié au BOAMP et au JOUE doit être établi conformément aux formulaires communautaires obligatoires. L'avis doit être envoyé au JOUE avant que ne soit envoyé l'avis au BOAMP. La plateforme du BOAMP prend en charge cette obligation de priorité

#### Travaux

|  |
| --- |
| **à Rennes Métropole et à la Ville de Rennes les supports Mapa sont les suivants** |
| **Seuils en € HT** | > 5 382 000  | > 5 382 000 | > 5 382 000  |
| **Type** | Pouvoir adjudicateur | Entité adjudicatrice | Pouvoir adjudicateur |
| **Publicité** | JOUE, BOAMP, E-Megalis | JOUE, BOAMP, E-Megalis | JOUE, BOAMP, E-Megalis |

|  |
| --- |
| **Les supports formalisés en travaux sont les suivants dans l'ordre d'envoi :** |
| **Seuils en € HT** | > 5 382 000  | > 5 382 000 |
| **Type** | Pouvoir adjudicateur | Entité adjudicatrice |
| **Publicité** | JOUE BOAMPE-Megalis | JOUE BOAMPE-Megalis |
| **Publicité complémentaire** | Presse spécialisée | Presse spécialisée |

#### Fournitures et services

|  |
| --- |
| **Les supports formalisés en fournitures et services sont les suivants dans l'ordre d'envoi :** |
| **Seuils en € HT** | >215 000  | > 431 000 | > 750 000 | > 1 000 000 |
| **Type** | Pouvoir adjudicateur | Entité adjudicatrice | Services sociauxPouvoir adjudicateur | Services sociaux Entité adjudicatrice |
| **Publicité** | JOUE BOAMPE-Megalis | JOUE BOAMPE-Megalis | JOUEE-Megalis | JOUEE-Megalis |
| **Publicité complémentaire** | Presse spécialisée | Presse spécialisée | Presse spécialisée | Presse spécialisée |

### Communications électroniques

Les AAPC sont transmis au BOAMP et au JOUE exclusivement par voie électronique par MarcoWeb, soit directement sur le site du BOAMP, exceptionnellement sur le site européen du SIMAP.

L'AAPC devra mentionner si le mode de transmission électronique est choisi pour l'ensemble des documents et échanges d'information (voir ci-dessous)

# Pouvoir adjudicateur

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **40 000 €** | **90 000 €** | **215 000 €** | **5 382 000 €** |
| **Fournitures et services** |  |  |  |
|  | Publicité adaptée | BOAMP / JAL / Journal Spécialisé | BOAMP ET JOUE (AAPC Modèle européen) |
| **Travaux** |  |  |  |
|  | Publicité adaptée | BOAMP OU JAL (AAPC modèle national) | BOAMP ET JOUE (Modèle européen) |

**BOAMP :** Bulletin officiel d'annonces des marchés publics.

**JAL :** Journal d'annonces légales

**JOUE :** Journal officiel de l'union européenne

**AAPC :** avis d'appel public à la concurrence

# Entité adjudicatrice

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **40 000 € HT** | **90 000 € HT** | **431 000 € HT** | **5 382 000 € HT** |
| **Fournitures et services** |  |  |  |
|  | Publicité adaptée | BOAMP / JAL  | BOAMP ET JOUE (AAPC Modèle européen) |
| **Travaux** |  |  |  |
|  | Publicité adaptée | BOAMP OU JAL (AAPC modèle national) | BOAMP ET JOUE (Modèle européen) |

**BOAMP :** Bulletin officiel d'annonces des marchés publics.

**JAL :** Journal d'annonces légales

**JOUE :** Journal officiel de l'union européenne

**AAPC :** avis d'appel public à la concurrence

# Quelles sont les modalités du déroulement de la consultation ?

## Mise à disposition du DCE (article R.2132-2)

L’article R.2132-2 du Code de la commande publique commence ainsi : « Les documents de la consultation sont gratuitement mis à disposition des opérateurs économiques. Pour les marchés qui répondent à un besoin dont la valeur estimée est égale ou supérieure à 40 000 euros hors taxes et dont la procédure donne lieu à la publication d'un avis d'appel à la concurrence, cette mise à disposition s'effectue sur un profil d'acheteur à compter de la publication de l'avis d'appel à la concurrence (…). » [(article R.2132-2 du Code de la commande publique)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000039500666)

Cette règle impose que le DCE soit dématérialisé puis mis en ligne sur E-Megalis au plus tard à la publication de l'AAPC sur le support choisi ou dès l'envoi de l'invitation à confirmer l'intérêt ou dès l'envoi de la lettre de consultation en cas de procédure avec une phase candidature préalables.

Elle s'applique à toutes les consultations d'un montant supérieur à 90 000 € HT hormis :

Les marchés de gré à gré d'une valeur estimée inférieure aux seuils de procédure formalisée

Les marchés de services sociaux et spécifiques

Les cas exceptionnels d'impossibilité d'utiliser E-Megalis pour des raisons techniques ou tenant à la protection des données.

Il est préconisé de ne pas attendre la publication de l'avis mais de mettre en ligne le DCE dans le même temps que l'envoi de cet avis sur les supports adéquats dont E-Megalis.

## Modifications en cours de consultation

Le DCE peut être modifié à la marge au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres.

Si la modification est dite substantielle, la date de remise des offres doit être repoussée du temps nécessaire pour respecter le délai initial de la consultation.

## Communications électroniques

« Un moyen de communication électronique est un équipement électronique de traitement, y compris la compression numérique, et de stockage de données diffusées, acheminées et reçues par fils, par radio, par moyens optiques ou par d'autres moyens électromagnétiques. » [(Article R.2132-7 du Code de la commande publique)](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article_jo/JORFARTI000037698319)

E- Megalis répondant à cette description, l'ensemble des échanges durant la consultation doit pouvoir se faire sur la plateforme E-Megalis de préférence à des échanges par mail ou par fax.

S'il est justifié que la procédure ne permet pas ou permet difficilement la remise des documents de l'offre sous forme dématérialisée comme ce peut être le cas par exemple des concours de maîtrise d'œuvre, le DCE peut prévoir un mode de transmission alternatif pour le dépôt de l'offre.

# Informations

#### Un document conçu par

Pôle ressources de la Direction des Finances et de la Commande publique



#### Responsable d'édition

**Cédric Faucon**

responsable du service commande publique
Ligne interne : 35 61 84 - Externe : 02 99 86 61 84
[c.faucon@rennesmetropole.fr](c.faucon%40rennesmetropole.fr)

#### Impression

Imprimerie Rennes Métropole – labellisée IMPRIM'VERT 2023



# Notes

|  |
| --- |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |

